



**OBSERVATOIRE**

# SecNumCloud

ÉDITION MAI 2026



## Un marché du cloud souverain Européen : la clef d'un marché diversifié et à l'échelle

**Elise Torché**

Analyste Forvis Mazars in the UK,  
et membre de l'Observatoire  
SecNumCloud

Plusieurs États Membres ont développé leurs propres standards d'accès aux marchés critiques, en cohérence avec leurs priorités nationales en matière de défense et de sécurité. Cette diversité apparente des cadres nationaux ne saurait masquer une réalité commune : la montée en exigence en matière de cybersécurité et de souveraineté est une condition d'accès au marché, tant pour les acteurs publics que privés. Au-delà de l'émergence de cadres réglementaires nationaux, la dynamique du marché révèle l'apparition d'un véritable potentiel européen pour les offres de cloud souverain.

L'absence de cadre réglementaire européen n'a pas laissé un vide, de nombreux États ont structuré à travers leurs cadres nationaux des critères d'accès à ce marché, selon des logiques parfois différenciées. L'Allemagne, avec le référentiel C5, privilégie une approche fondée sur la transparence et l'audit, laissant au marché et aux clients la responsabilité de l'évaluation. L'Italie, quant à elle, adopte une voie hybride, articulée autour de la sensibilité des données et d'un contrôle étatique ciblé. D'autres États comme l'Estonie ou la République tchèque s'inscrivent davantage dans des logiques de socle de sécurité transversal que dans une certification cloud dédiée. La France a fait le choix d'un modèle exigeant, structuré autour d'une qualification étatique incluant le risque juridique aux côtés du risque technologique. SecNumCloud n'est plus une exception française : elle est l'une des déclinaisons d'un mouvement plus large de structuration européenne du ZeroTrustMarket, le marché européen des infrastructures critiques.

Ces approches ne sont pas contradictoires et les mettre en opposition frontale serait une erreur d'analyse. Elles traduisent deux visions structurantes du cloud de confiance en Europe : d'un côté, une gouvernance centralisée et prescriptive portée par l'État et, de l'autre, des mécanismes d'assurance reposant sur l'audit et la transparence.


La multiplication des appellations et cadres de certifications ne doit pas laisser penser qu'il existe une différence de niveau de sécurité entre les États Membres. En effet, ces cadres nationaux convergent vers un niveau d'exigence de normes de cybersécurité commun, souvent plus exigeant que les standards internationaux.

Avec l'émergence de cadres nationaux, l'initiative récente de la Commission européenne marque une inflexion importante vers une européanisation du marché. L'appel d'offres lancé à l'automne 2025, dont les résultats ont été dévoilés en avril, ne se contente pas de financer des capacités cloud : il introduit un véritable barème européen de souveraineté, structuré en niveaux d'assurance. Ce mécanisme, encore embryonnaire, traduit une volonté claire de la Commission d'étendre la définition opérationnelle de la souveraineté numérique à une échelle européenne. Nous retrouvons dans les acteurs sélectionnés par Bruxelles des candidats clefs des écosystèmes de cloud nationaux, témoins que les dynamiques nationales ne sont pas cloisonnées mais alimentent progressivement un écosystème interconnecté pour un marché européenisé. Ce constat reflète avant tout une réalité opérationnelle, de marché, davantage qu'une construction issue d'un cadre politique commun. Cette dynamique de marché pourrait néanmoins justifier la relance de discussions à l'échelle politique européenne, afin de soutenir les initiatives nationales et de renforcer la résilience du marché européen émergent.

Ce développement est loin d'être négligeable car il consacre la naissance du Digital ZeroTrustMarket en Europe. Nous ne sommes pas face à une harmonisation mais à une agrégation structurée de standards nationaux produisant un marché européen. Cependant, le niveau de maturité inégal entre les États membres laisse encore subsister des doutes sur les investissements à réaliser. Il est donc possible, et souhaitable, que les modèles déjà en place puissent être repris, car ils expriment déjà la diversité nécessaire d'une Union indispensable.

# SecNumCloud

## Quoi de neuf ?



La Commission Européenne dévoile les gagnants de l'appel d'offre du Cloud souverain lancé à l'automne 2025, et parmi eux, 3 acteurs majeurs de l'écosystème SecNumCloud :



dans son alliance avec Post Telecom et CleverCloud



dans son partenariat avec Proximus, Clarence et Mistral

L'appel d'offre couvre la fourniture de services de cloud pour les institutions, organes et organismes de l'UE pour un montant maximal de 180 millions d'euros sur une période de six ans. Les fournisseurs retenus ont été sélectionnés sur la base de leur adéquation avec le cadre de souveraineté de l'informatique en nuage de la Commission Européenne.

### Deux candidats progressent dans leur qualification SecNumCloud :



ont obtenu leur

